

favorables aux bonnes relations avec le Canada. Mais Coulon ne digère pas l'excuse que représente l'arrivée au pouvoir de Trump pour congédier Dion. Il soutient d'ailleurs que Freeland incarne l'aile gauche du Parti libéral et qu'elle portera le blâme en cas d'échec de la renégociation de l'ALENA.

Justin MASSIE
Université du Québec à Montréal
Montréal, Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS

EUROPE

Restructuring the European State: European Integration and State Reform

Paolo DARDANELLI, 2017,
Montréal et Kingston, McGill-
Queen's University Press, 382 p.

Le refus des nationalistes écossais de quitter l'Union européenne (UE) à la suite du référendum sur le Brexit en 2016 a permis de voir apparaître l'Europe dans un débat national de restructuration étatique, entendue comme reconstruction des relations institutionnelles entre l'État central et des unités infranationales. Paolo Dardanelli cherche à comprendre comment l'Europe peut influencer les restructurations d'États qui ont été observées au cours du dernier demi-siècle en Europe occidentale (Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni), et à avancer une

théorie et un cadre d'analyse appropriés.

Dardanelli présente un cadre théorique réaliste qu'il appelle *realist bargain*, selon lequel des formations politiques nationalistes (régionalistes ou indépendantistes), en tenant compte du contexte national, rationalisent leur action pour la rendre cohérente avec l'intégration européenne. L'auteur conçoit que les partis nationalistes ont une logique « calculatrice » puisqu'ils envisagent le lien entre l'Europe et la restructuration en termes d'opportunités et d'incitatifs (les partis indépendantistes mobilisent l'accès au marché européen pour légitimer leur option), mais aussi de contraintes, dont les partis doivent évaluer les coûts afin de pouvoir les minimiser (les partis nationaux rétorquent aux partis indépendantistes que le droit européen n'offre pas de garanties quant à l'intégration de nouveaux États au sein du territoire de l'UE). Dardanelli formule l'hypothèse que l'intégration européenne n'influe fondamentalement que sur les restructurations *bottom-up* des États. Celles-ci amènent l'État central à réaliser des changements institutionnels après que des revendications ont été formulées par des partis nationalistes représentant une unité infranationale. Cette forme de restructuration se distingue du type *top-down*, où l'État central procède à des restructurations pour des raisons d'efficacité de l'administration publique. Selon l'auteur, ces transformations